L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 72 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 9 NOVEMBRE 1889.

PETITES ANNONCES.

MME H. BURRAC, modiste habituée de Mme Fortier, a transféré son établissement de No 9 Chartres au No 126 rue du Conti. 1er—3o.

A LOUER.

POUR messieurs sans famille.—Deux grandes chambres de garçon dans la maison moderne, No 126 rue Bourbon, entre les rues Conti et Bienville. Cet endroit est très propice pour la salubrité, l'aération, la vue, l'ombre et le changement. Bas Prix, 1892. 9 nov—30p

A VENDRE.

UNE propriété—Coin Galvez et Orange, pour 15 années, moyen double convenable en affaires et d'habitation. S'adresser à M. Ed. Pontis, 23 Carondelet, coin Gravier. Conditions faciles. Prix modéré, 223 Urseulines, coin Villeré. 9 nov—1m

DEMANDES D'EMPLOI.

UNE personne parlant le français et l'anglais, recevant Recette de bonnes recommandations, désire trouver de l'emploi dans une famille ou compagnie. S'adresser à C. G., 15 rue Dumaine. 51nd—15p

DES émigrants arrivant d'Europe désirent se placer. S'adresser à l'Hôtel des Etats, rues, No 13 rue Dumaine. 1d cot—1m

PAR LE CONSTABLE.

A. Pédesme vs. Charles Mayer.

DEUXIEME COUR DE CITE DE LA NOUvelle-Orléans.—No 12,845.—En vertu d'un writ de fieri facias, à moi adressé par l'Hon. Charles H. Lavillebeuvre, juge de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente au plus offrant et dernier enchérisseur, en face du Parquet de cette cour, dans l'édifice de la Première District de cette ville, MERCREDI, 20 Novembre 1889, 11 heures A. M., de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Tout le contenu de la pension et bar-room, consistant en liqueurs et meubles de maison, d'après le détail exhibé en mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée.

Conditions—Comptant sur les lieux.

F. AD. FORTIER,
Constable de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.

9 nov—9, 16, 20.

D. D. Van Buskirk vs Chas Hoffmann et Jos. Bazin.

PREMIERE COUR DE CITE DE LA Nouvelle-Orléans.—No. 11,014.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. H. H. Price, juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente à l'encan, VENDREDI, 15 novembre 1889, à midi, à mon entrepôt No 157 rue Ladreyère, entre les rues St-Charles et Carondelet, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un lot de meubles de maison, d'après inventaire enregistré dans mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée.

Conditions—Comptant sur les lieux.

M. FARRENTELLI,
Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.

5 nov—5 10 15

David Hefrchous vs. Jos. Robello.

PREMIERE COUR DE CITE DE LA NOUvelle-Orléans.—No 16,712.—En vertu d'un writ de fieri facias, à moi adressé par l'Hon. H. H. Price, juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je vendrai à l'encan, le SAMEDI, 9 novembre 1889, à midi, à mon entrepôt, No 158 rue Ladreyère, entre les rues St-Charles et Carondelet, la propriété ci-après décrite, à savoir :

Huit dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée.

Conditions—Comptant sur les lieux.

F. AD. FORTIER,
Constable de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.

9 nov—8, 16, 20.

D. D. Van Buskirk vs Chas Hoffmann et Jos. Bazin.

PREMIERE COUR DE CITE DE LA Nouvelle-Orléans.—No. 11,014.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. H. H. Price, juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente à l'encan, VENDREDI, 15 novembre 1889, à midi, à mon entrepôt No 157 rue Ladreyère, entre les rues St-Charles et Carondelet, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Deux (2) vaches saines dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée.

Conditions—Comptant sur les lieux.

M. FARRENTELLI,
Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.

5 nov—5 10 15

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Miss Anna Bolleceur, femme de Jean Pierre Fontan.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 29,364.—Division E. —Attendu que Jean Pierre Fontan a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administrateur dans la succession de feu Miss Anna Bolleceur, femme de J. P. Fontan, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS,
8 nov—8 12 17 Greffier.

Succession de Joseph A. Wright.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 28,356.—Division E. —Attendu que William H. Wright a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Joseph A. Wright, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

8nov—8 10 17

Succession d'Euphémie Blache, veuve de Paul Villars.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 27,775.—Division A. —Attendu que par le présent avis est donné aux héritiers connus et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en est) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Marie Villars Blanco, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.

R. A. LUMINAIS,
8nov—9 9 12 Greffier.

Succession de John Brunson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 5570.—Division D.—Attendu que John B. Vinet, administrateur public, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres testamentaires confirmatif dans la succession de John Brunson, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

8 nov—8.6.12

Succession de Miss Julia Abee.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 27,450.—Division D.—Attendu que Miss Mary Sonneberg, veuve de S. Ehrlich, a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Miss Julia Abee, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS,
7 nov—7.13.16 Greffier.

Succession de Frank Luming ou Lemlah.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 27,460.—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en est) pour lesquelles le compte final présenté par Herman Schroeder, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS,
7 nov—7 12 16 Greffier.

Succession de Mary Hosser, femme de Joseph Hammann.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 28,851.—Division [illegible] que Antonia Mannero a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de Mary [illegible] femme de Antonia Mannero, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

[illegible]—6 10 15

Succession de Joseph Schwartz.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 28,852.—Division [illegible] que Joseph Schwartz a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu [illegible] décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

1er nov—1.8.10

Succession de James Gurney.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 28,397.—Division [illegible] que par le présent avis est donné aux parents intéressés et à toutes autres personnes d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en est) pour lesquelles le compte final présenté par William H. Sterling, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS,
1er nov—1 8 10 Greffier.

Succession de Thomas Shroud.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 28,853.—Division [illegible] que Mary E. Vinet, de la Nouvelle-Orléans, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Thomas Shroud, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS,
1er nov—1.8.10 Greffier.

Succession de Thomas Shroud.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 28,853.—Division [illegible] que Mary E. Vinet, de la Nouvelle-Orléans, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Thomas Shroud, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS,
1er nov—1.8.10 Greffier.

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUE.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'instruction publique.

Un capital de $1,000,000 a été mobilisé, par un vote populaire écrasant, et nouveaux pas le présent Gouvernement de l'Etat, adopté le 2 décembre 1879.

Les grandes tirages semi-annuels en sont les caractéristiques d'ordre et d'honnêteté en les grandes tirages de juin et décembre ont lieu tous les mardis du mois de Juin et ont tous lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semi-annuels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que tous diligence et exactitude en personne ces tirages qui nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande largeur et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. A. Early
COMMISSAIRES.

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 12 NOVEMBRE 1889

GROS LOT:

$300,000

100,000 Billets à Vingt Dollars: Demi-Billet $10; Quart de Billet $5 00; Dixième de Billet $2 00; Vingtième de Billet $1 00.

LISTE DES LOTS:

1 Lot de	$300,000, cott	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
1 Lot de	10,000,	10,000
2 Lots de	5,000,	10,000
25 Lots de	1,000,	25,000
100 Lots de	500,	50,000
200 Lots de	300,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION:

200 Lots de	$600, cott	$120,000
199 Lots de	$300, "	59,700
1 Lot de	$200, "	200

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$100, cott	99,900
999 Lots de	$100, "	99,900
3,194 Lots se montant à		$1,054,200

On demande des agents partout.

IMPORTANT.

Envoyer par Postal Note, Express Money Order, ou chèque sur New York, dans les lettres enregistrées, adressées par l'express à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lou.

Adresser vos lettres enregistrées exclusivement à l'express à la

New Orleans National Bank,
Nouvelle-Orléans.

L'ABEILLE

— DE LA —

Nouvelle-Orléans

JOURNAL QUOTIDIEN,

EDITION HEBDOMADAIRE

PARAISSANT

SAMEDI MATIN

Contenant toutes les matières publiées pendant la semaine dans l'édition quotidienne.

BUREAUX ET ATELIERS,
No 75 RUE DE CHARTRES
Entre Conti et Bienville.

L'Edition hebdomadaire, réunissant en un seul numéro toutes les nouvelles de la semaine, compte beaucoup d'abonnés et de lecteurs en Europe.

ABONNEMENTS

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Un mois	25

On s'abonne à la semaine aux porteurs et aux marchands de journaux.

L'ABEILLE,

Fondée le 1er septembre 1827, est le plus ancien journal quotidien de la Louisiane et du Sud-Ouest.

Elle est lue par toute la population franco-louisianaise et est conséquemment, au point de vue des annonces, un excellent organe de publicité.

Elle est reçue non-seulement dans toutes les paroisses créoles de la Louisiane, mais dans les Etats voisins, au Mexique, aux Antilles, en Europe, partout enfin où on lit le français et où on s'intéresse aux affaires de notre pays.

L'ABEILLE publie tous les jours, en outre des matières politiques, littéraires et locales :

Des Dépêches télégraphiques complètes de tous les points des Etats-Unis et de l'Etranger;

Un Bulletin météorologique,

Une Liste des navires en partance dans les ports étrangers et américains pour la Nouvelle-Orléans,

Une Liste des navires dans le port de la Nouvelle-Orléans;

Un Bulletin Financier,

Un Bulletin Commercial,

Les heures de départ et d'arrivée des trains de chemins de fer,

Les jours de départ des bateaux à vapeur.

BUREAUX ET ATELIERS:
75.....CHARTRES.....75

ANNONCES JUDICIAIRES.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—Cette cause ayant été fixée pour le 7 octobre 1889, jugement a été rendu dans cette cause ce jourd'hui, ordonnant et donnant acte au demandeur, pour les raisons exposées dans sa requête, de son désistement de son action et de sa demande, et condamnant le demandeur à payer les frais de cette affaire et ordonnant en outre que le présent désistement ne soit homologué et ne produise effet que lorsque le demandeur, ou pour lui, aura payé les frais de cette affaire.

Il est ordonné, adjugé et décrété qu'il soit procédé à l'audition de Mlle Nellie Ring, mineure, fille légitime de Michael Ring et de feue Bridget Ring, née Cassidy, à Paris, en présence du demandeur, et pour les raisons exposées dans la requête présentée à cet effet par le demandeur, et que le témoignage et les dépositions de Mlle Nellie Ring soient reçus et entendus, pour et en présence du demandeur, et pour les raisons exposées dans la requête présentée à cet effet par le